

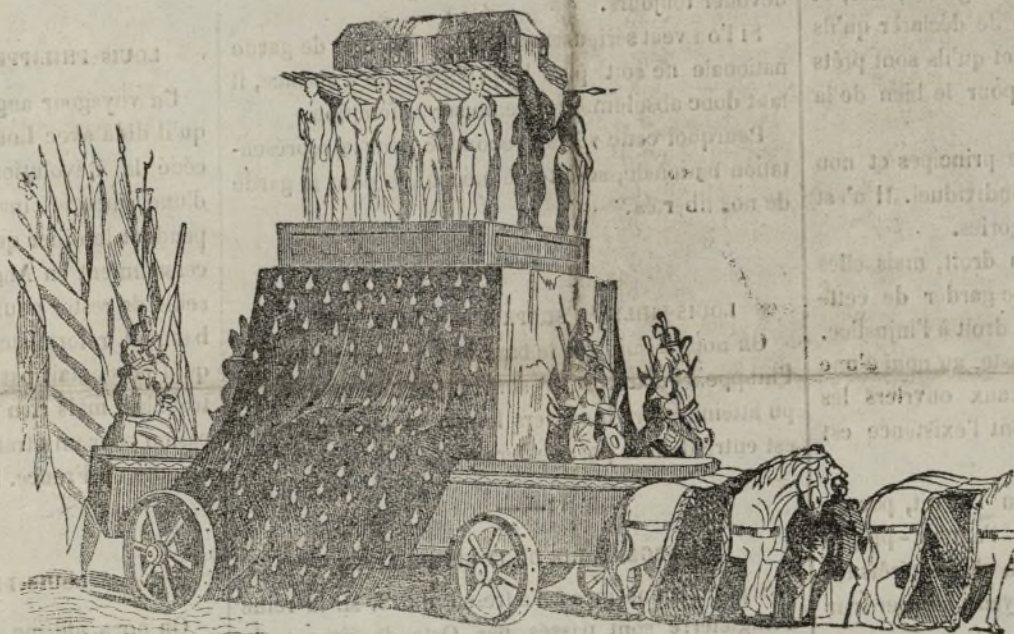
LA VOIX DU PEUPLE

NOUVELLES DU JOUR

statues 1425

FUNÉRAILLES

CITOYENS MORTS POUR LA RÉPUBLIQUE



Paris, le 2 mars 1848.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant que la Nation tout entière doit être représentée aux funérailles des citoyens morts pour la République dans les journées des 23 et 24 février 1848,

DÉCRÈTE :

Les funérailles des citoyens morts pour la République auront lieu le 4 mars 1848 ;

A midi précis il sera célébré solennement, dans l'église de la Madeleine, un service religieux ;

Un service sera également célébré dans toutes les églises de Paris ;

Les corps seront déposés dans les caveaux de la Colonne de Juillet et réunis aux cendres des combattants de 1830.

Ordre du Cortège.

1° Un escadron de la garde nationale à cheval, un escadron de dragons, un escadron de cuirassiers et une compagnie d'artillerie ;

2° Les maîtres des cérémonies des pompes funèbres ;

3° La musique de six premières légions de la garde nationale, les tambours en tête ;

4° Une compagnie des 1^{er} et 2^e bataillon de cha-

que légion, composée de gardes nationaux habillés et non habillés, commandés par le colonel.

Entre chaque légion, une compagnie d'infanterie de l'armée ;

5° Les orphéonistes ;

6° Au milieu d'eux le symbole de la République sur un char funèbre traîné par quatre chevaux et entouré d'un ou de plusieurs représentants des ouvriers, de la garde nationale, de la presse, de l'armée, des invalides, de l'institut, de diverses écoles, etc., etc.

7° Le clergé de la Madeleine ;

8° Les corps des victimes, précédés des ordonnateurs ;

9° Le Gouvernement provisoire et les ministres, précédés et suivis des faïceaux de la République ;

10° Les municipalités d'arrondissement conduites par la municipalité centrale ; en tête, les familles des victimes, hommes, femmes et enfants ;

11° Des ordonnateurs des pompes funèbres ;

12° Des députations d'ouvriers de tous les corps d'état, de la presse et de toutes les écoles ;

13° Une députation de tous les corps constitués ;

14° L'état-major de la garde nationale, de la 1^{re} division militaire et de la place ;

15° Une compagnie des 3^e et 4^e bataillon de chaque légion, composée de gardes nationaux habillés et non habillés, commandés par le lieutenant-colonel, entre chaque légion, une compagnie de l'infanterie de ligne ;

16° Un escadron de la garde nationale à cheval et un escadron de cavalerie de l'armée fermant la marche ;

Les chœurs des divers théâtres de la République seront placés sur les degrés de la Madeleine ;

17° La garde nationale habillée et non habillée et l'armée formeront une haie mobile de la Madeleine à la Colonne de Juillet.

Le citoyen Pagnerre, secrétaire général du Gouvernement provisoire, est chargé spécialement de l'exécution du présent décret.

Les membres du Gouvernement provisoire,
DUPONT (de l'Eure), MARIE, MARRAST, ARAGO,
ALBERT (ouvrier), GARNIER-PAGÈS, FLOCON,
CRÉMIEUX, LEDRU-ROLLIN, LAMARTINE,
LOUIS BLANC.

Le secrétaire général du Gouvernement provisoire.
PAGNERRE.

Amour sacré de la patrie,
Conduits, soutiens nos bras vengeurs!
Liberté ! liberté chérie,
Combats avec tes défenseurs,
Sous nos drapeaux que la victoire
Accoure à tes mâles accents ;
Que tes ennemis expirants
Voient ton triomphe et notre gloire.
Aux armes, citoyens, etc.



Par la voix du canon d'alarmes,
La France appelle ses enfans ;
Allons, dit le soldat : Aux armes !
C'est ma mère, je la défends !

Mourir pour la patrie,
C'est le sort le plus beau, le plus digne d'envie !

EQUIPEMENT DE LA GARDE NATIONALE.

On discutait mardi soir, à la Société républicaine centrale, si l'on introduirait dans une pétition au Gouvernement provisoire un article demandant une indemnité pour les gardes nationaux qui seraient commandés un jour de travail.

Nous sommes tous frères, tous égaux, s'est-on écrié, on ne peut admettre des catégories, etc., et les ouvriers présents à la réunion de déclarer qu'ils ne peuvent accepter une faveur et qu'ils sont prêts à supporter tous les sacrifices pour le bien de la patrie....

Il s'agit ici d'une question de principes et non d'une question de dévouement individuel. Il n'est pas vrai qu'il n'y ait plus de catégories.

Les catégories sont abolies en droit, mais elles existent encore en fait ; il faut se garder de cette confusion dangereuse qui conduit droit à l'injustice.

N'est-il pas souverainement injuste, au nom d'une prétendue égalité, de demander aux ouvriers les mêmes sacrifices qu'à ceux dont l'existence est moins précaire ?

Ont-ils le droit, mus, comme on l'a dit, par un patriotisme insensé, d'introduire l'amour-propre du dévouement dans la discussion des intérêts les plus sacrés, des principes qui doivent assurer leur avenir ?

Tout homme qui accomplit une fonction sociale est un fonctionnaire public, indemnité lui est due ; ceci est un principe absolu, inébranlable.

Nul ne sera forcé de recevoir la taxe qui sera attribuée au service de la garde nationale, sans doute ; mais nul n'a le droit de dire que son frère ne se trouvera pas dans la déplorable nécessité d'opter entre les devoirs du citoyen et les besoins les plus légitimes de l'homme.

Là est le danger, l'immense danger, de ces admirables mouvements d'abnégation.

On dit au peuple : L'organisation du travail résoudra la question de la dépendance de l'ouvrier, des nécessités douloureuses de la vie quotidienne.

Nous comptons, plus que tous autres, sur ce résultat de l'organisation du travail ; mais nous savons que les problèmes d'économie qu'elle soulève ne ne seront pas résolus d'ici à demain. En attendant, il faut que le peuple reste fort et prépondérant dans la situation, précisément pour être certain que l'organisation du travail ne soit pas ajournée plus qu'il ne conviendrait.

Nous savons, par l'expérience, qu'il ne suffit pas de proclamer des maximes pour qu'elles s'incarnent dans les faits.

Nous savons que celui-là n'est pas indépendant, qui n'est pas affranchi de l'incessante domination de

la faim.

Nous savons que, pour que le Peuple fasse régulièrement le service de la garde nationale, il faut, en attendant que son bien-être ait augmenté, que ce service ne lui soit pas une cause de souffrances de plus.

On se dévoue pendant un moment de fièvre plus ou moins long. Il n'est pas donné à l'homme de se dévouer toujours.

Si l'on veut sérieusement que la fonction de garde nationale ne soit plus le privilège de l'aisance, il faut donc absolument indemniser la fonction.

Pourquoi cette vérité, reconnue pour la représentation nationale, serait-elle méconnue pour la garde de nos libertés ?

LOUIS-PHILIPPE SURPRIS PAR LA TEMPÊTE

On nous assure que le bâtiment qui portait Louis-Philippe s'étant trouvé surpris par la tempête, n'a pu atteindre Brighton vers lequel il se dirigeait, et est entré dans le port de Jersey.

L'ARGENTERIE DE LOUIS-PHILIPPE

Sept colis énormes à l'adresse de S. M. la reine d'Angleterre sont passés par Ostende venant de France. On suppose, dit l'*Impartial de Bruges*, qu'ils contiennent l'argenterie de Louis Philippe.

MM. de Montebello, Gabriel Delessert et le comte de Syracuse sont arrivés à Londres.

Hier matin, une scène a vivement ému la garde nationale montante : Le général Courtais, en passant l'inspection, a remarqué un garde national bien tenu, ayant le sabre à la main :

— Vous n'avez donc pas de fusil, lui dit le général :

— Non, et je n'en porterais pas.

— Et pourquoi cela ?

— Est-ce que tu ne vois pas que je n'ai qu'un bras ?

— Et où donc avez-vous perdu l'autre ?

— A Leipzig, tu le sais bien, nous y étions ensemble.

Le général le regarde fixement et lui saute au cou : il a reconnu son ancien camarade, le général Baraguay-d'Hilliers. Le général Courtais a complimenté la compagnie de la 1^{re} légion d'avoir dans ses rangs un tel soldat.

On lit dans la *Démocratie pacifique* :

Le timbre et le cautionnement ont été inventés contre la presse.

Il serait plus qu'absurde de vouloir exiger aujourd'hui un cautionnement de cent mille francs de la part des nouveaux journaux, sous prétexte que la loi de septembre prescrivait ce cautionnement.

LOUIS-PHILIPPE ET LE VOYAGEUR ANGLAIS.

Un voyageur anglais a raconté au *Morning-Post* qu'il dîna avec Louis-Philippe la semaine qui a précédé la Révolution. Il trouva le monarque plein d'une énergie inaccoutumée. L'Anglais annonça pendant le dîner qu'il se proposait de retourner incessamment en Angleterre. Louis-Philippe lui conseilla de rester pour voir le résultat de la défense du banquet réformiste par l'autorité publique. Il dit qu'il ne doutait pas qu'il ne se manifestât quelques troubles, mais rien de plus, et que ce serait une occasion pour un étranger de voir ce que c'était qu'une émeute en France. Il n'avait aucune idée du danger.

LOUIS-PHILIPPE A BRIGHTON.

On nous affirme que Louis-Philippe a le dessein de se rendre aux États-Unis où se trouve la plus grande partie de sa fortune. C'est à Brighton qu'il devait s'embarquer.

On n'a cependant aucune nouvelle positive.

Le stamer *Violet*, expédié de Douvres pour recevoir les membres de l'ex-famille royale, est rentré à Douvres sans avoir pu accomplir sa mission.

Dans la journée du 26, le bruit courait déjà dans tous les quartiers de Londres que Louis Philippe avait débarqué ; mais aucun avis officiel n'était arrivé. L'ambassade française ne préparait même aucun appartement.

La *Gazette allemande de Bruxelles*, du 27 février, annonce la proclamation de la République française, et déclare que les temps prédits sont arrivés pour la démocratie européenne.

« L'Allemagne va suivre, dit ce journal, nous l'espérons. C'est le moment pour elle ou jamais de se relever de sa bassesse.

« Si les allemands ont quelque énergie, quelque fierté, quelque courage, dans quatre semaines nous devons lancer aussi ce cri :

« Vive la République allemande ! »

Imprimerie de J. FREY, rue Croix-des-Petits-Champs, 32.